

Toute l'histoire de la civilisation occidentale peut être lue comme une tentative systématique d'exclure et ségréger le corps. Depuis Platon, celui-ci a été considéré tour à tour comme la folie à contrôler, l'impulsion à réprimer, la force à encadrer, l'inconscient à psychanalyser. [...] Une libération profonde des individus implique une transformation tout aussi profonde de la manière de concevoir le corps, son expression et ses relations.

Le corps et la révolte - Canenero - 17 février 1995

- I. Interruptions - page 3**
- II. 5G : Le réseau de la domination - page 4**
- III. En attendant l'apocalypse - page 11**
- IV. Guerre au patriarcat - page 14**
- V. Autour de la folie - page 17**
- VI. La folie se porte bien ! - page 19**
- VII. La longue marche vers la contention sociale - page 20**

Dans ce premier numéro, on parlera du confinement, du contrôle technologique et de la 5G (ainsi que de ses implications militaires), de l'apocalypse (et de nos petits potagers), de cette saleté de patriarcat ! ... pour finir par un dossier « santé », de nos rapports à la folie, à sa romantisation ; aussi du courant hygiéniste à travers l'histoire de la médecine dite « sociale » de la gestion sanitaire de la « main d'œuvre productive » et de ses premières quarantaines,..

Voilà, bonne lecture !



Depuis le début de l'épidémie, de nombreuses personnes se sont mises à écrire différentes analyses ou suppositions, et les réactions les plus diverses ont pu être observées. Certain.es se rencontrent, cherchent à voir les choses le plus finement possible tout en acceptant le degré d'incertitude inhérent à la situation. D'autres parlent de « régulation naturelle » et lorsque l'on en arrive à voir une opportunité dans la possible perte (même par un virus) d'un groupe spécifique de la population le fascisme n'est plus très loin. D'autres encore souhaitent un retour à la normale, sans précaution, dans une vision très libérale de la liberté. Beaucoup ont des difficultés à percevoir la portée de ce virus, puisque principalement entouré.es de personnes jeunes et en bonne santé ; quand certain.es, accros aux actualités, paniquent. On peut aussi avoir tendance à simplifier, déformer voire même nier la réalité, de manière plus ou moins intentionnelle, pour tenter d'y échapper. L'État lui voit dans la situation un parfait chantage pour la mise au pas d'une bonne partie de la population.

La situation dans laquelle nous nous trouvons aujourd'hui implique de vivre mais aussi de réfléchir autrement. Il n'est pas possible d'attendre que l'étau se resserre cette fois-ci encore plus rapidement que d'habitude en nous laissant irrémédiablement envahir par un contrôle toujours plus poussé. Il s'agit alors pour nous de sortir de la binarité, ne pas faire le jeu du tout sécuritaire, sans pour autant nier toute une partie de la réalité qui est en train de s'installer. À l'heure de la publication de ce journal, le discours dominant se veut plus que rassurant, néanmoins le virus continu de tuer peut-être moins en France mais à d'autres endroits la situation reste critique ; et rien ne dit que d'autres virus ne vont pas continuer à nous tomber dessus, dans une époque où la destruction massive des écosystèmes est de mise.

Depuis toujours, les anarchistes combattent l'idée selon laquelle en l'absence de régulation étatique, se mettrait en place la loi du plus fort. Ne donnons pas raison à nos détracteurs. Selon mes propres aspirations anarchistes, les personnes dites « fragiles » d'un point de vue médical, ne devraient pas se retrouver exclues ou mises en danger pour que d'autres puissent vivre librement. Il s'agit alors de trouver des moyens de continuer à vivre en prenant en compte les limites de chacun.es, opposant ainsi sa propre éthique personnelle à une logique de « gestion des populations » toujours plus invasive.

Nous nous retrouvons aujourd'hui face à des enjeux énormes. Réussir à penser et agir au-delà de la peur et du contrôle, tout en restant attentif.ve n'est pas une mince affaire. Mais le désir, propre à chacun.e, peut survivre même dans les situations les plus difficiles. Il s'agit alors donc de continuer à réfléchir, rêver et expérimenter sans pour autant attendre une éventuelle « sortie de crise » qui ne viendra pas. La catastrophe est déjà là, depuis des décennies.

.....

Ce qui fonde la séparation entre les gestes quotidiens tels qu'ils sont vécus - banalement - dans la vie quotidienne et ces mêmes gestes tels qu'on les revit passionnément dans le rêve, c'est la séparation que l'on est à faire dans chacun de nos gestes, entre les pulsions du désir et sa satisfaction. Seul le désir, s'il passionne nos gestes quotidiens, peut en créer le sens ; et les rêves, qui sont aux gestes ce que les idées sont aux mots, ne s'améliorent qu'à cette seule condition. « Les rêves s'améliorent aurait dit Lautréamont ; la passion que l'on met dans les gestes quotidiens y contribue. »

Quand le désir ne passionne plus nos gestes, la destruction s'affadit et ne sale plus l'espace. Et si, par là, le temps, n'a plus pour s'améliorer un champ d'expérience digne de lui, c'est parce que notre sentiment du temps est lui-même indigne de nos tâches historiques... « Le temps s'améliore ; la destruction de l'espace y contribue. »

Mais l'espace est devenu indestructible ; les bâtiments ne vieillissent pas : ils sont déjà vieux le jour de leur inauguration. C'est parce que la séparation entre le désir de créer et sa réalisation, séparation qui est à la base du minable métier d'architecte, est simplement et énormément démultipliée par l'industrie. Il faudra éliminer tout temps qui existe en dehors des individus.

Interruptions... (Bibliothèque anarchiste Disordine - mars 2020)

Le fait que la vie sociale se déroule à distance n'est pas nouveau, après tout. Depuis longtemps, les gens sont convaincus que la meilleure façon de communiquer et avoir des relations est l'utilisation d'un dispositif.

Prothèse de l'être humain, le smartphone et apparentés, ont transformé les manières d'être ensemble, de s'informer, d'apprendre, communiquer, écrire, lire. La prochaine étape est la robotisation du vivant, la technique qui imprègne chaque lieu, chaque aspect de la vie quotidienne. Un dépassement de la nature et du naturel en faveur d'êtres et de lieux artificiels. Un tel scénario n'a pas besoin de vie sociale, il n'a pas besoin de relations, d'émotions, de pensées, il a seulement besoin d'ordre, de discipline, de réglementation, de machines. Peut-être que maintenant la Domination va essayer de faire un pas en avant et utiliser un problème sanitaire, la propagation d'un virus, pour arriver au moins à une mise au pas généralisée, le reste suivra. On pense à de la science-fiction, mais les États ont pour s'inspirer des outils qui remontent à des siècles sans avoir à recourir à l'inconnu.

La distanciation sociale imposée par la loi qui prévoit l'interdiction des baisers et étreintes et la suppression de la plupart des activités sociales, rappelle les États d'urgence, où les règles de la vie sociale sont imposées pour être respectées afin de ne pas se heurter à des poursuites et à des arrestations. Et en effet, l'institution de zones rouges et postes de contrôle, la restriction de la liberté et l'obligation d'isolement à domicile pour les personnes venant des zones considérées comme infectées avec la possibilité d'un contrôle par les services répressifs, mais surtout l'interdiction des réunions publiques, est la gestion policière d'un problème sanitaire. Ce n'est pas un hasard si, dans les dix règles recommandées par l'État italien pour prévenir la propagation du virus, il est prévu qu'en cas de fièvre on doit d'abord contacter les carabinieri. Mais les états d'urgence sont des mesures prévues également dans des situations de conflit ou insurrectionnelles, comme cela s'est produit récemment au Chili. L'État décrète par le biais de la loi que les citoyens sont sa propriété et qu'il peut en disposer comme bon lui semble. Ce n'est pas pour des raisons de santé, ni pour le bien-être de la population que les états d'urgence sont imposés, mais pour mettre en place les règles, inculquer la discipline. Et en effet, pour obtenir l'obéissance, la façon la plus sûre est de répandre la terreur, de répandre la peur. Créer de l'anxiété et de la panique, divulguer constamment des données, tout rendre sensationnel et exceptionnel.

Inculquer la peur est une pratique de guerre et de torture, mais également de gouvernement, et dans ce domaine aussi, les États sont spécialisés. Et la guerre est revenue sur le devant de la scène après quelle ait été mise en retrait et effacée pendant de longues années. Aujourd'hui, la guerre est là, partout. Les dirigeants se déclarent en guerre contre un ennemi assez singulier, un virus, mais ce n'est pas lui son adversaire ou sa cible, mais bien ses propres sujets.

C'est pourquoi l'enjeu, peut-être plus important, est celui de maintenir la pensée critique en vie, sans rien minimiser. Après avoir, bras dessus bras dessous avec l'économie, industrialisé et dévasté la nature, déserté la pensée, maintenant les émotions sont annulées. Pas de baiser, pas d'étreinte.

Toutefois, si la Domination veut que nous soyons totalement dépendants d'elle, si l'État supprime toute vie sociale et en partie économique, cela signifie que nous n'avons pas besoin de l'État. Que nous pouvons auto-organiser nos initiatives, nos formes d'éducation, nos économies, nos loisirs. Et même dans ce cas, nous n'avons pas besoin de recourir à la science-fiction mais à l'expérience, à la mémoire, à la volonté et au courage. Les détenus qui se battent dans les prisons que cet état d'urgence voudrait enterrer vivants nous le suggèrent à leur façon.

Et que la normalité soit interrompue oui, mais par la révolte.

5G : Le réseau de la domination (revue Fenrir n°10, Italie)



Le projet de numérisation totale de la société se poursuit, à des rythmes toujours plus frénétiques dans les pays technologiquement les plus avancés, et la 5G promet d'en être un élan propulsif crucial.

Par "5G", nous entendons l'internet de "cinquième génération", caractérisé par une vitesse et puissance de transmission de données qui peut être jusqu'à 100 fois supérieure au modèle précédent.

Si la 5G est déjà en vigueur dans certains pays comme la Suisse, les États-Unis, la Corée du Sud et la Grande-Bretagne, en Italie elle a commencé à être *expérimentée* depuis 2018 dans les premières villes italiennes avec l'installation des nouvelles antennes, où en sont prévues des *dizaines de milliers*. À ce jour, l'Italie se classe au deuxième rang en Europe, après la Suisse, en ce qui concerne la diffusion du réseau de nouvelle génération. Le terme d'expérimentation, d'ailleurs utilisé en premier lieu par ses promoteurs, est très à propos : la 5G est une véritable *expérimentation* à ciel ouvert dont nous sommes tous.tes les cobayes. Les effets cancérigènes des ondes électromagnétiques des téléphones portables et antennes-relais qui leur permettent de fonctionner sont déjà bien connus. Pourtant, les capitalistes et les gouvernements n'ont pas de scrupule à introduire, dans des villes déjà très polluées où la plupart de la population se retrouve désormais à vivre, mais bientôt aussi dans les campagnes, l'énième nocivité qui (nous n'en doutons pas) sera bien assez tôt la cause directe de nouvelles pathologies ou viendra s'ajouter à l'inextricable entrelacement de causes concomitantes qui conduisent à des tumeurs, maladies neurodégénératives, etc ; d'autant plus que les fréquences radio de la 5G seront 10 fois plus puissantes que celles auxquelles nous sommes déjà exposés actuellement (atteignant jusqu'à 61 V/m).

La question de la santé et de la maladie n'est pas si secondaire dans une critique du système actuel, puisque l'augmentation toujours plus forte de la fréquence des maladies et des troubles (à la fois physiques et psychologiques) produits par la civilisation techno-industrielle démontre sa nocivité intrinsèque, démasquant les promesses de plus grand bien-être dont la société elle-même se vante. C'est la maladie elle-même, au contraire, qui est monnayée et instrumentalisée, à la fois comme source directe de revenus pour les colosses de l'industrie chimico-pharmaceutique, et comme perpétuelle justification et combustible pour d'ultérieurs financements de la recherche dans le domaine médical, visant à créer toujours plus de médicaments, thérapies, prothèses toujours plus technologiquement avancées (grâce à l'utilisation de biotechnologie, nanotechnologie, robotique, etc.). La maladie est donc nécessaire pour disposer d'une force de propulsion pour avancer vers la technoscience de la société actuelle, avancée dont le secteur médico-sanitaire a souvent été précurseur.

Voilà donc pourquoi il n'est pas nécessaire d'aviser les personnes qu'au-dessus de leur tête ou à côté de leur maison est sur le point d'être installée une nouvelle antenne-relais aux effets potentiellement dévastateurs pour leur santé. L'arrogance des gouvernants, des techniciens et des entreprises va jusqu'à donner pour acquis le consentement, jamais concédé, de qui subira en premier les effets de leur nocivité, transformant ainsi efficacement les personnes en question en des sujets d'expérimentation.

À Milan, les premières installations d'antennes 5G ont eu lieu sur les bâtiments des logements populaires dans certains quartiers périphériques, démontrant ainsi comment les cobayes préférés des puissants sont souvent les couches les plus pauvres de la population (et autres les groupes sociaux considérés comme sacrificiables, par exemple ceux qui se trouvent dans les prisons, dans les institutions psychiatriques, etc.). Dans un cas au moins, l'installation d'une nouvelle antenne 5G a trouvé l'opposition inattendue des habitants du quartier : 250 familles

indignées sont descendues dans la rue, protestant parce qu'elles n'avaient même pas été prévenues et parce qu'elles ne voulaient pas cette antenne sur leurs immeubles. [L'opérateur de télécommunication, ndt] Iliad a décidé de suspendre les travaux d'installation de celle-ci ainsi que des autres antennes qui étaient prévues, en attendant que les choses se calment.

À l'Aquila (dans le hameau de Pagliare de Sassa) une des premières antennes 5G, haute de 35 mètres, a été installée à Ferragosto [le 15 août, ndt] 2018 par Vodafone et Wind3, lorsque la plupart des habitants de la région étaient en vacances. Après seulement quelques semaines d'expérimentation, les habitants ont déclaré souffrir de fréquentes migraines et de baisses soudaines de la vision ; les appareils électroménagers se déréglaient, s'allumaient et s'éteignaient tout seuls. Ils ont donc signé une pétition pour demander de déplacer l'antenne à quelques centaines de mètres de là. Il y aurait de quoi se demander, dans ce cas, pourquoi c'est précisément l'Aquila qui a été choisie par le ministère du Développement Économique parmi les cinq villes italiennes à être les premières (avec Milan, Bari, Matera, Prato) à avoir eu "l'honneur" de tester la 5G : peut-être que la grande expérience de contrôle social de masse sur la population mise en place dans les camps gérés par la protection civile après le tremblement de terre a si bien fonctionné ?

À l'Aquila se trouve également le centre de recherche européen sur la 5G de [l'entreprise, ndt] ZTE, colosse chinois des télécommunications, parmi les principaux acteurs mondiaux du développement de structures pour la 5G, qui investit massivement sur le territoire italien (en collaboration avec Wind3) et qui, il y a quelques mois, a mis sur le marché le premier smartphone compatible avec les nouveaux réseaux cellulaires 5G. ZTE toujours vient d'inaugurer son quartier général européen à Milan, a ouvert à Rome le premier laboratoire de cybersécurité en Europe, et a déjà signé des conventions avec les principales universités italiennes.



Mais la première entreprise mondiale dans le domaine de la 5G, c'est **Huawei**, chinoise elle aussi, qui a investi en Italie bien 3,1 milliards d'euros en recherche, marketing et approvisionnement local. En Italie, Huawei compte déjà 800 employés et deux centres de recherche de renommée mondiale : un centre de recherche sur les micro-ondes à Segrate (Milan), et un autour du design et de l'utilisateur expérience, toujours à Milan, auxquels s'ajoutent les laboratoires sur l'innovation, comme ceux sur les *smart city* à Pula (Cagliari), et les accords avec 14 universités. En septembre 2019 est prévue l'ouverture d'un centre de recherche supplémentaire, sur la microélectronique, à Pavie, en collaboration avec l'université locale.

Pour rendre la 5G opérationnelle, l'installation de nombreuses antennes-relais est prévue. De plus, le type de fréquences utilisées, dites "millimétriques", nécessite l'installation d'autres petites antennes tous les 100 mètres, souvent placées sur les toits des immeubles. Milan est la ville de pointe sur laquelle les promoteurs de l'internet super-rapide ont décidé d'investir pour la transformer, selon leur dire, en "capitale européenne de la 5G". Vodafone a remporté le prix du Ministère du développement et expérimentera sur Milan, pendant les quatre prochaines années, non seulement le nouveau réseau mais aussi toute une série de services, dans 41 projets qui vont de la santé à la sécurité, de la mobilité à l'école, de l'industrie 4.0 aux services publics. Avec l'École polytechnique et les 28 partenaires industriels avec lesquels il collabore à cet effet, y compris l'Institut Italien de technologie de Gênes, Vodafone a décidé d'investir 90 millions d'euros seulement sur Milan, qui promet de câbler avec une couverture de 100 % d'ici la fin 2019 (80% semble être désormais couvert).

Note de Spigaou. Dans le journal italien on retrouve une liste des acteurs en Italie. On proposera ici quelques infos sur l'évolution de la 5G en France - Mercredi 26 février 2020, les principaux lots de fréquences, ont été attribuées aux opérateurs SFR, Orange, Bouygues Telecom et Free Mobile. Le prix d'un bloc de 50 MHz a été fixé à 350 millions d'euros. L'objectif est d'équiper environ 5 à 10 villes assez rapidement. Le calendrier devrait se dérouler comme suit : 2 villes par opérateur avant fin 2020, 300 sites

en 2022, 8 000 en 2024, 10 500 en 2025, avec en parallèle une couverture progressive du réseau routier. Les autorisations devraient être données vers juin pour permettre une activation du service en juillet. Cette opération risque d'apporter à l'État environ 2,17 milliards d'euros. L'entreprise Huawei a pour sa part annoncé l'installation en France d'un site de production d'équipements radio pour la 5G, qui emploiera au minimum 500 personnes, mais le lieu d'installation du site n'est à ce jour pas encore connu du grand public. Concernant la mise en place des équipements : SFR et Bouygues ont pour le moment signé avec Huawei pour la moitié de leurs installations. Mais dans le contexte de suspicion d'espionnage autour du groupe, il est possible que l'Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information interdise de traiter avec eux, ce qui impliquerait de démonter les installations Huawei pour faire installer les antennes par Nokia ou Ericsson. (sur la 5G en France, voir également avis de tempêtes n°17 mai 2019, pages 1 à 4, sur avisdetempetes.noblogs.org)

L'objectif de cette nouvelle étape de la "révolution numérique" est l'interconnexion totale, la mise en réseau de tous les aspects de nos existences, une coexistence de plus en plus envahissante entre les humains et les machines. La 5G, avec sa vitesse de capture, de transmission et de traitement des données, est la condition préalable pour réaliser un nouveau modèle de monde interconnecté, l'*internet des objets* ("internet of things", IoT), dont les prototypes sont déjà visibles aujourd'hui, depuis que le smartphone avec ses innombrables applications et les premiers objets interconnectés ont été mis en circulation.

Ce que l'*internet des objets* signifie en réalité, c'est la colonisation de la vie quotidienne par des processus de traitement de l'information ; à cette fin, des capteurs ou des dispositifs qui collectent des données sont intégrés et diffusés partout dans l'environnement et jusqu'à sur (nos?) corps. Certains parlent déjà de "quatrième révolution industrielle" : tout sera interconnecté, des grille-pains aux colliers pour chiens, des pompes de dialyse aux chaussures de course. En cercles concentriques qui vont vers une omniprésence toujours plus poussée, de l'espace public (ville et campagnes), en passant par l'espace domestique, pour finir par notre propre personne physique, tout doit être câblé, connecté, surveillé, enregistré pour être transformé en données quantifiables pour développer, mettre en réseau, comparer, emmagasiner pour un usage futur et sur lequel construire les modèles prédictifs.

Au-delà des motivations de surface dont les défenseurs de ces technologies de pointe font la propagande (hédonistes, pour la plupart: une vitesse plus élevée de téléchargements de séries télévisées, par exemple... ou une utilisation des ressources plus efficace ou plus économique, comme dans le cas de l'agriculture numérisée, la gestion des infrastructures, des feux de circulation "intelligents" pour gérer le trafic, la rapidité de réponse en cas d'urgence, et ainsi de suite), il est évident que les principaux intérêts qui viennent à être satisfaits avec ce nouveau mode de vie imposé sont ceux de la *surveillance*, de la *sécurité* et du *contrôle*.

Au-delà des applications spécifiques, en effet, cette hyper-connexion de chaque objet et de l'environnement physique lui-même avec des serveurs, des bases de données, des réseaux internet et ainsi de suite implique également la dissémination d'innombrables systèmes de détection, des capteurs urbains (intégrés dans les murs ou sous le revêtement routier, sur les systèmes d'éclairage, dans les écrans publicitaires), en plus des drones et des caméras supplémentaires dotés de fonctionnalités de plus en plus avancées. L'utilisation, qui deviendra obligatoire, de cartes électroniques de toutes types et de smartphone pour toute opération quotidienne (de l'accès aux bureaux, aux déplacements, de l'utilisation des services publics, aux achats) rendra possible la traçabilité de toutes nos actions et mouvements dans la ville et le territoire en général, s'ajoutant à la surveillance constante des caméras, à la reconnaissance automatique des plaques d'immatriculation automobile, et à la géolocalisation de qui s'y prête volontairement par le biais de leurs téléphones portables. Sans oublier tous les dispositifs de reconnaissance vocale, qui seront d'ici peu étendus du smartphone à l'ensemble de l'environnement urbain, et qui permettent d'enregistrer les conversations, identifier les mots clés et ainsi de suite. Un réseau de plus en plus dense de contrôle dont l'individu pourra

toujours plus difficilement se libérer, ou du moins créer des brèches.

Certains projets liés à la 5G, et non par hasard, sont explicitement orientés vers l'augmentation du contrôle social, pour répondre à la "demande de sécurité" toujours croissante :

"Une grande attention sera accordée à la "visual recognition", la technologie qui permet de reconnaître une personne par les caractéristiques du visage. Des yeux électroniques pourront être montés sur des drones de surveillance ou à l'entrée des stades, des hôpitaux, des salles de sport et les lieux publics d'agrégation avec l'objectif d'identifier de potentielles menaces (et en essayant de ne pas enfreindre le droit à la vie privée). Une logique qui pourrait être également appliqué aux objets par le biais d'une nouvelle génération de capteurs intelligents et toujours connectés capable de géolocaliser et mesurer un certain nombre de paramètres sensibles : de la chaleur à la pression, voir même des changements soudains de forme ou de poids". (*"Révolution 5G, la ville s'accélère"* - [extrait du journal, ndt] Corriere della Sera Milano, 12/12/2017).

Tous ces dispositifs ne sont rien d'autre que l'incarnation de l'oeil toujours plus attentif de l'État qui insiste sur tout ceux qui se déplacent au sein de l'espace public et au-delà. Les données produites par les dispositifs de surveillance, les détecteurs de trafic, des systèmes hardware installés sur les poteaux électriques, de la RFID dont on équipe les bennes à ordures, les capteurs des vélos en libre-service, aux guichets "intelligents" installés dans les halls d'entrée, des GPS dans les taxis et les voitures, des parcmètres, des distributeurs automatiques de billets et tout, se retrouvent collectées, croisées et stockées en permanence dans la *smart city* imaginée par les gouvernants et les technocrates à leur service, qui rêvent d'avoir le contrôle sur tout derrière les écrans de la salle de contrôle centrale.



L'idéologie qui accompagne le projet de *smart city* a été clairement exprimée par l'une des multinationales qui investit le plus dans ce secteur, Siemens : "Dans une dizaine d'années, nos villes seront équipées d'innombrables systèmes informatiques autonomes et intelligents capables de connaître parfaitement les habitudes et la consommation d'énergie de chaque usager et de fournir les services habituels". Le rêve d'un système technique total qui se superpose à la société et l'incorpore conduisant à des conséquences extrêmes, grâce à la logique scientifique, la nature de masse de cette société, dans laquelle l'individu est réduit à une unité de production standardisée seulement utile en tant que rouage dans la grande machine économique-sociale, dont l'administration est totalement consignée entre les mains de l'État-ingénieur.

D'autres projets liés à la 5G visent à appliquer les potentialités de ce réseau aux logiques de l'industrie 4.0, à savoir au programme de financement alloué ces dernières années par le gouvernement italien pour une plus grande robotisation et automatisation du secteur industriel. La connexion 5G servira dans ce cas à équiper les robots des chaînes de production de capteurs, caméras, microphones pour rendre leur réponse aux stimuli et leurs actions encore plus précises. Mais aussi, bien sûr, d'équiper ces mêmes machines de capteurs et les travailleurs humains, pour ceux/celles qui resteront peut-être, pour rendre plus mécanisé, efficace et standardisé (robotique ?) leur rythme de travail, comme c'est déjà le cas dans les Entrepôts d'Amazon ou d'Esselunga [chaîne de supermarché italien, ndt] où les travailleurs sont équipés d'un bracelet électronique qui dicte leurs tâches et leurs calendriers respectifs à respecter, calculés au moyen d'algorithmes d'intelligence artificielle, en plus d'enregistrer les mouvements et la productivité du travailleur. L'utilisation qui est faite des dispositifs biométriques portables dans le monde du travail montre clairement comment ces projets de plus grande interconnexion entre les objets et entre les objets et les êtres humains ne servent que les intérêts la classe dominante et de l'appareil capitaliste. La collecte de données pour le développement de modèles standardisés, impersonnels, de comportements auxquels nous sommes alors tous appelés à nous conformer (sur le lieu de travail mais aussi dans la sphère sociale en général, prenons simplement l'exemple des caméras

"intelligentes" alertant les services répressifs lorsqu'ils reconnaissent des mouvements considérés comme suspects) est l'un des aspects les plus inquiétants de ces technologies qui promet d'ouvrir la voie à un futur toujours plus dystopique de contrôle social total, où l'efficacité productive et l'obéissance sont les seules valeurs requises.

Mais le développement de la 5G est aussi toujours plus imbriqué avec la géopolitique internationale, en raison de ses importantes applications dans le domaine militaire. La technologie 5G est utilisée dans le domaine belliqueux, tant pour l'amélioration des communications militaires, que pour le développement de technologies militaires liées à la robotique et à l'intelligence artificielle. Des projets sont en cours d'élaboration en vue de son utilisation dans les systèmes de défense liés aux armes hypersoniques, dans la création de bases militaires intelligentes, dans le cas des dispositifs portables qui fournissent des informations en temps réel sur les militaires et dans la mise en œuvre de l'intelligence artificielle pour des véhicules aériens sans pilote en plus de l'utilisation de transmissions en 4K.

La tension échangée spécifiquement sur la question de la 5G, durant quelques mois entre les États-Unis et la Chine, les deux superpuissances dominantes au niveau mondial, qui accompagne la guerre commerciale en cours entre les deux, est un signal fort de combien la 5G est considéré comme une infrastructure stratégique d'une importance vitale. Bien qu'il existe plusieurs entreprises dans le monde, engagées dans le développement de réseaux 5G (Nokia, Samsung et Ericsson, par exemple), la multinationale chinoise de télécommunication Huawei est l'acteur le plus important, notamment parce qu'il a des prix concurrentiels. Aux États-Unis, l'utilisation de la 5G par le Département de la Défense a rendu impératif la sécurité de l'infrastructure du réseau commercial 5G, étant également utilisée à des fins militaires. Huawei a été accusé par les États-Unis d'être un outil des services de renseignement chinois, grâce auquel Pékin a l'intention d'atteindre les commandes des sommets de contrôle numérique du monde ; la technologie chinoise 5G, selon les États-Unis, serait une menace pour la sécurité, car elle pourrait être conçue de manière à ce que l'espionnage d'informations confidentielles soit possible.

Les États-Unis ont durant quelques mois déclaré la guerre à Huawei, essayant également d'imposer à leurs alliés de ne pas sous-traiter à la société chinoise la mise en œuvre des infrastructures de connexion 5G, sous peine d'une série de répercussions. Ayant obtenu peu de succès, puisque beaucoup de pays, surtout européens, ont néanmoins choisi la commodité et la rapidité de la solution chinoise, Trump a finalement décidé de prendre du recul et relâcher la pression sur Huawei, aussi pour relancer les négociations commerciales avec la Chine. Une trêve qui pourrait être que temporaire. Pour les États-Unis et ses alliés cela reste problématique, au niveau tactique, de conduire des opérations de guerre dans les zones où il y a des infrastructures 5G détenues ou gérées par la Chine. Le Moyen-Orient et l'Afrique sont déjà des terrains de compétition mondiale entre les États-Unis et la Chine (où jouent également d'autres acteurs comme la Russie). La 5G risque donc d'influencer, de manière encore imprévisible, le déroulement des conflits géopolitiques parmi les puissances mondiales.

Au cours des derniers mois, M. Trump a souligné l'importance et la nécessité pour les États-Unis de poursuivre l'avancé technologique, notamment dans le domaine de l'intelligence artificielle à appliquer dans le champ militaire, où les États-Unis sont en train d'investir plusieurs milliards de dollars pour la recherche. Le plus connu de ces projets est le "Project Maven" lancé par le Pentagone (où était initialement également impliqué Google, qui est s'en est retiré ensuite), pour le renforcement de l'intelligence artificielle dans les drones de guerre, afin qu'ils identifient avec plus de précision les cibles à atteindre.

Entre temps, la Chine, qui vise d'ici 2030 à être le leader mondial en Big Data et intelligence artificielle, a annoncé avoir même déjà commencé à travailler sur la 6G : un stade encore plus avancé du développement numérique du monde qui rendra possible des mondes tels que

l'Internet tactile, l'Internet of Skills, la diffusion de véhicules à conduite autonome, la réalité virtuelle comme application de support obligatoire. Un système reposant sur des millions de récepteurs cellulaire, portables, antennes et capteurs qui offrira un potentiel de surveillance impensable auparavant, même avec le 5G, par l'imbrication des technologies de reconnaissance faciale, l'intelligence artificielle, le traitement des flux de données, et capacités de localisation qui pourrait faire de l'anonymat un souvenir lointain.

Il est temps d'agir pour empêcher la réalisation de ce monde cauchemardesque. Le développement technologique n'a jamais rien eu de neutre, étant toujours situé historiquement dans un contexte caractérisé par des centres de pouvoir agissant pour leurs intérêts, et qui grâce à la technologie, détiennent de plus en plus d'armes chaque jour plus mortelles. Les technologies modernes de pointe sont dès le départ porteuses de domination et ne pourraient pas être utilisées autrement. Elles ne pourraient exister dans un monde sans État, économie, autorité, sans organisation sociale hypercomplexe, bureaucratique, mondialisée et nécessairement hiérarchique. La technologie est aujourd'hui l'armure dont s'équipe le pouvoir, grâce à laquelle il devient toujours plus fort et rend plus difficile la résistance et la révolte de ceux qui ne veulent pas baisser la tête. C'est donc un ennemi à combattre par tous les moyens, sans concession.



Quelques projets militaires sur la 5G (Source : "5G, voilà comment elle pourra aider l'armée, Techradar, Jamie Carter et Fulvio Novì, 14 juin 2019)

5G et armes hypersoniques

Comme il s'agit d'un réseau super rapide capable d'échanger des données en temps réel sur de zones de grande dimension, la 5G pourrait avoir un rôle dans quelque chose dont on parle depuis longtemps dans les milieux militaires : les armes hypersoniques. Actuellement en cours de développement en Russie, en Chine, aux États-Unis et en France et, selon toute vraisemblance, opérationnelles d'ici 2022, les armes supersoniques voyageront à Mach 5, cinq fois la vitesse du son, soit environ 1,6 Km/s. Ces armes voleront à une altitude assez élevée, avec des trajectoires imprévisibles, et seront en mesure d'échapper facilement aux systèmes de défense anti-missile existant actuellement. Il sera donc très difficile d'intercepter ces armes, mais ce sera tout aussi complexe de les guider. Dans ce scénario, la 5G s'inscrit à l'intérieur des systèmes de défense hypersonique. Un porte-avions, une base militaire ou même une ville aura moins d'une minute pour réagir si un missile hypersonique arrive. En gros, si on veut avoir quelques espoir de se défendre contre ces armes hypersoniques il sera nécessaire de disposer d'une grande capacité de traitement en temps réel, à l'aide de l'intelligence artificielle, des données relatives aux objectifs et aux trajectoires, et donc de la 5G.

La 5G et la base militaire "intelligente"

Le spectre à hautes fréquences et à courtes longueurs d'onde, connu sous le nom d'"onde millimétrique" qui permet des vitesses supérieures à 1 Gbps [Gigabits par seconde, ndt] sur les réseaux 5G a évidemment une utilisation militaire potentielle. Il s'agit de connectivité exclusivement à courte portée, il est donc parfait pour mettre en place des bases militaires et des postes de commandement « smart ». Pensez, par exemple aux caméras qui utilisent les ondes millimétriques et la technologie équipé de détecteurs de mouvement autour du périmètre des bases militaires avec la possibilité de communiquer en temps réel entre les

centres de commande et les véhicules. "Une portée de signal réduite n'est pas un problème", a déclaré Gary Martin, un ancien membre du Program Executive Office Command Control and Communications – Tacticien de l'armée américaine (Bureau des États-Unis qui s'occupe de fournir à l'armée américaine toute la technologie et l'équipement pour la communication) au magazine Signal. "Dans certains cas, vous ne voulez pas que le signal se propage trop loin parce que l'ennemi pourrait l'intercepter". De ce point de vue, la 5G est parfaite : les signaux d'ondes millimétriques de la 5G ont un champ d'action limitée.

Les 5G : le réseau parfait pour le champ de bataille

Sur le champ de bataille, la vitesse est primordiale et la latence plus faible de la 5G, combinée à une plus grande capacité de cette technologie, permettra aux troupes de partager davantage de données telles que des cartes en temps réel, des photos de scénarios de combat et des simulations informatiques. Selon un récent rapport publié par le Conseil de l'innovation du ministère de la défense des États-Unis "le véritable potentiel de la 5G sera son l'impact sur le réseau de la guerre du futur. Ce réseau comprendra un plus grand nombre de systèmes toujours moins coûteux, plus connectés et plus résilients, capable d'opérer dans un scénario de combat en évolution rapide". En outre, la 5G fusionnera les réseaux fragmentés en un seul pour "favoriser une meilleure connaissance de la situation et une meilleure prise de décision. Il y aura également des impacts positifs sur la logistique et la maintenance". Bien que la technologie à ondes millimétriques sera disponible dans des scénarios de guerres dans des zones géographiquement limitées, à proximité des stations 5G portatives, il y existe un autre aspect de la spécificité de la 5G, qui est également très important, mais souvent ignoré. Parlons de la connexion qui est basée sur des ondes longues et de basse fréquence. Elle n'a pas la même capacité de transfert de données 5G à ondes millimétriques, mais, surtout à l'avenir, cette technologie sub-6Ghz fera partie intégrante de ces communications qui doivent couvrir de vastes portions de territoire. Cette technologie, avec une largeur de bande passante très inférieure, mais capable de couvrir de très grandes surfaces, est déjà largement utilisée par les différentes armées.

La 5G et les engins de combat portables

Une partie souvent négligée du standard 5G concerne le mMTC (massive, Machine Type Communication), c'est-à-dire la portion de la 5G qui permettra de connecter jusqu'à un million d'appareils par kilomètre carré. En bref, il sera possible d'avoir des capteurs qui collectent et partagent les données en utilisant le réseau 5G. Avec une smartwatch et des appareils portables, il sera possible d'échanger de très nombreuses informations sur les soldats : de leurs paramètres vitaux, comme le rythme cardiaque, la tension artérielle et la fatigue, jusqu'à leur situation géographique. On pourrait même aller jusqu'à utiliser des appareils de réalité augmentée similaires à Google Glass, un peu comme celles déjà fournies aux pilotes, mais avec une transmission de données en temps réels. Dans tous les cas, la quantité d'informations et la manière dont elles sont transmises sur le champ de bataille va radicalement changer avec la 5G.

Les drones 5G et l'intelligence artificielle...

Les véhicules aériens sans pilote (UAV, Unmanned aerial vehicles), généralement connus sous le nom de drone, sont aux mains de l'aéronautique militaire de différents pays. Toutefois, ils ne transmettent et ne partagent pas des images 4K en temps réel avec les centres de contrôle et de commande et les unités engagées au combat. Avec les 5G viendront les vidéos en 4K, la détection d'objets, le traitement plus rapide des données et l'intelligence artificielle (un bon exemple est le Project Maven), qui contribuera à la réussite des missions de reconnaissance, en fournissant des informations aux unités de l'armée sur ce qu'ils auront face à eux. En outre, la 5G pourrait aider dans la sélection des armes de manière plus précise et plus "intelligente".

En attendant l'apocalypse (Traduit de Willful Disobedience Vol. 4., dans le journal anarchiste Guerre au Paradis N°1)



« Si la question n'est pas "comment faire la révolution ?", elle devient "comment l'éviter ?". »

Nous ne pouvons guère douter du fait que nous vivons dans une époque terrifiante, une époque dans laquelle il est plus facile (pour ceux qui le peuvent) de garder la tête enfouie sous la terre et continuer à vivre comme si de rien n'était. La dégradation de l'environnement, la désintégration sociale, l'accroissement de l'appauvrissement dans tous les domaines de la vie – Tout le panel de conséquences d'un ordre social qui se trouve être monstrueusement déséquilibré – peuvent aisément mener ceux qui y songent à croire qu'il se profile une fin à l'horizon. Il n'est pas du tout surprenant, de ce fait, que des perspectives apocalyptiques se soient élevées de tous cotés et qu'on ne les retrouve plus seulement chez les fanatiques religieux. L'une des versions de cette idéologie apocalyptique est celle qui prévoit un effondrement du système et de la civilisation dans les quelques décennies à venir, provoqué par des crises écologiques, sociales et/ou économiques. C'est cette forme particulière de pensée apocalyptique que j'aimerais aborder ici, car c'est sous cette forme qu'on la rencontre le plus souvent dans les cercles anarchistes.

Ceux qui s'attachent à une vision apocalyptique considèrent la fin annoncée avec autant de crainte que d'espoir, et cela est également valable en ce qui concerne l'idéologie de l'effondrement. Une partie des anarcho-primitivistes qui adhèrent à cette croyance voient cet effondrement comme une grande opportunité pour réinventer des modes de vie libérés des institutions propres à ce système. Certains semblent même s'extasier à l'avance des souffrances et des morts qui accompagneront inévitablement un tel effondrement, oubliant apparemment que ces souffrances et ces morts frapperont sans distinction dans le domestiqué comme dans le sauvage, les dirigeants autant que les dirigés, les civilisés autant que les « primitifs ». Qui plus est, ils semblent ignorer le fait que ceux qui ont toujours contrôlé le pouvoir et les ressources jusqu'à nos jours, continueront certainement d'agir comme ils l'ont toujours fait alors même que le monde s'effondrerait autour d'eux, usant très probablement des mêmes techniques que celles des seigneurs de guerre de Somalie ou d'Afghanistan, mais à une échelle bien plus grande et avec des armes bien plus destructrices encore.

Certains environnementalistes radicaux semblent avoir une conception un peu plus réaliste de ce que signifierait une telle situation. Reconnaisant qu'un effondrement du système serait certainement provoqué dans une large mesure par une crise écologique majeure qui impliquerait une dévastation à grande échelle des sources de la vie sur terre. Cependant, cette vision apocalyptique tend à les pousser au désespoir, et donc à commettre des actes désespérés. La volonté de préserver toutes les formes de vie terrestres alors que la civilisation décroît devient leur motivation première. Elles doivent être préservées peu importe le prix – même si il s'agit de celui de nos principes, même si il s'agit de celui de nos rêves...

Mais le problème avec la pensée apocalyptique, c'est qu'il s'agit toujours d'une profession de foi. Elle suppose que la fin imminente est inévitable et se fonde systématiquement sur cette supposition pour prendre ses décisions. Lorsqu'on se livre à des prédictions du futur, ce qui motive l'action repose plus souvent sur une opposition entre ce monde et une idéologie que sur une opposition entre la réalité concrète à laquelle nous sommes confrontés et le désir de chacun de vivre sa vie comme il l'entend. Bien entendu, une telle base comprend un avantage, elle rend les prises de décisions portant sur la façon la plus facile d'entrer en conflit, parce que cette restriction idéologique des possibilités prend déjà la décision à notre place, tout simplement. Mais voyons cela plus en détail.

Remettre sa foi en un futur inévitable permet vraiment plus facilement de s'accommoder du présent. Si la croyance de Marx en l'inéluclabilité du communisme le poussa à justifier

l'industrialisation et l'exploitation capitaliste comme des étapes nécessaires à son avènement, l'idéologie de l'effondrement inévitable finit forcément par justifier d'une part, une praxis défensive en réponse aux dévastations causées par l'ordre dirigeant, et d'autre part, l'évasion de cette réalité qui nous fait face concrètement.

La praxis défensive qui émane de ces perspectives naît de la prévisualisation d'une trajectoire industrielle qui, si elle est laissée sans contrôle, mènera probablement à son effondrement et à un tel désastre environnemental qu'il deviendra une menace pour la vie elle-même. Pour donner corps à ce type d'action il faut protéger les quelques espaces sauvages et les populations non-civilisées qui « existent » à l'heure actuelle, et limiter les dommages que le système technologique et l'industrialisation pourraient causer afin de limiter l'impact produit par cet effondrement. Une telle logique de défense tend à légitimer une pratique réformiste qui implique de recourir à la justice, à la négociation avec les maîtres de ce monde, aux propositions législatives et à accepter d'être représenté dans les médias afin d'en appeler aux « masses ». Cette tendance peut être vue à la fois dans le mouvement environnementaliste radical et les mouvements indigénistes (1). Bien-sûr, la nature défensive de la lutte des populations indigènes est assez compréhensible, dès lors que l'on considère qu'elles sont confrontées à une fin imminente. Quoi qu'il en soit, la tendance qui vise à pousser la lutte défensive vers le réformisme se manifeste clairement ici, étant donné que les luttes indigénistes se limitent le plus souvent à des luttes pour des droits, pour une reconnaissance officielle ou pour un accès à la propriété (dans le sens où elles revendiquent la possession d'un territoire donné), et ainsi de suite. Pour ceux qui déclarent vouloir une rupture révolutionnaire avec l'existant, l'absence de critiques à l'égard de ces luttes est en soi un compromis, une acceptation de ce qui semble devenir aujourd'hui la version la plus tendue du tiers-mondisme. La tendance eschatologique voit dans l'effondrement prévu une libération du système. Étant donné que cet effondrement est supposé être inévitable, il n'est pas besoin de perpétuer des actions spécifiques contre les institutions de la domination et de l'exploitation qui forment cette civilisation, il n'est pas besoin de s'efforcer de rompre avec l'existant par l'insurrection et la révolution. Au lieu de cela, certains vont simplement se disséminer dans la nature et donner de leurs personnes afin d'acquérir des compétences « primitives » qui sauront les prémunir contre l'effondrement attendu en laissant les choses se résoudre d'elles-mêmes. Évidemment, j'admire ceux qui acquièrent toutes sortes de compétences pratiques qui permettent d'accroître leur autonomie et leur capacité à s'épanouir. Le problème que pose cette perspective ne réside pas dans le choix d'acquérir ces compétences, mais dans l'abandon des pratiques qui visent à la destruction révolutionnaire de l'existant. L'origine de ce problème réside dans cette foi en l'effondrement inévitable.



Comme je l'ai déjà dit : l'apocalypse est une question de foi, pas de faits concrets ; l'auto-effondrement du système est avant tout une prédiction, une possibilité parmi tant d'autres, nous sommes très loin d'une quelconque certitude. Nous sommes aujourd'hui confrontés à une suite de désastres continus qui appauvrissent et dévastent la planète, ainsi que nos vies. Accepter que cet effondrement soit inévitable est une échappatoire facile. Elle nous permet de nous détacher de la réalité présente, de nous extirper des conflits auxquels nous contraignent notre existence ici et maintenant. Si l'on perçoit le système comme un ennemi, comme la source de tous nos problèmes, en acceptant son effondrement inévitable dans un futur proche, on se dégage alors de la responsabilité de son attaque et de la tentative de créer une rupture révolutionnaire qui permettrait sa destruction tout en ouvrant de nouvelles perspectives de vie – Une responsabilité qui nécessiterait d'aiguiser notre sens critique afin de savoir quand, où, comment et pourquoi passer à l'attaque.

La croyance en un effondrement inévitable permet non seulement de légitimer le recours à un réformisme défensif et à une évasion qui n'envisagerait que la survie, mais aussi de considérer

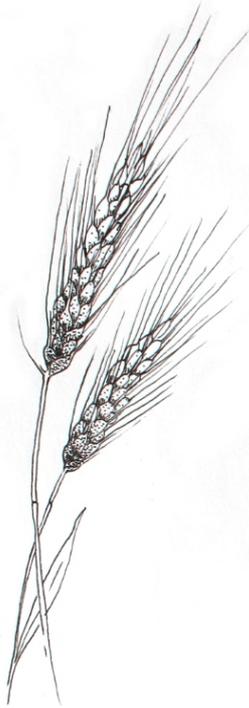
ces pratiques comme allant de soi. Mais puisque cette théorie de l'effondrement n'est pas une théorie fondée, mais seulement une prédiction, nous devons nous demander si nous voulons fonder nos pratiques sur ce rien, si nous souhaitons réellement parier nos vies là-dessus.

Si nous reconnaissons l'histoire comme étant le produit de l'activité humaine plutôt qu'un moyen de justifier le présent par le passé ou le futur, alors il devient clair que toute rupture avec l'existant et tout nouveau commencement se transforme de l'éphémère au permanent. Ainsi notre lutte prend forme, et il s'agit d'une lutte contre l'existant. En fait, il s'agit d'un jeu dans lequel nous mettons nos vies en lice, en pariant sur nous-mêmes à chaque coup, et c'est l'essence de la responsabilité révolutionnaire – Prendre nos responsabilités au nom de nos vies ici et maintenant en nous plaçant ouvertement en conflit avec cette société. Dans cette perspective, la probabilité qu'un effondrement économique, social ou écologique ait lieu fait partie du jeu, elle fait déjà partie de ce que nous sommes prêts à risquer lorsque nous nous y opposons. Mais étant donné que ce sont nos propres vies que nous risquons, la façon que nous avons d'affronter la vie – nos désirs, nos passions, nos principes, notre éthique individuelle, tout ce qui fait de nous des individus uniques – ne peut pas simplement être mise de côté afin de « sauver le monde » d'un effondrement prédit (et nous ne pouvons pas non plus simplement nous en cacher). Ce sur quoi nous misons est précisément notre capacité à renverser cet ordre social qui s'achemine peut-être lui-même vers son effondrement en vivant et en le combattant en nos propres termes, et en refusant les compromis. Dès que nous nous tournons vers la pétition, la négociation, l'action pénale, la législation ou la médiation (en acceptant par exemple d'être représentés dans les médias), nous sommes déjà en train de perdre le pari, parce que nous avons cessé d'agir en nos propres termes et avons autorisé une valeur « supérieure », une valorisation morale de l'humanité, de la vie ou de la terre, à s'accaparer nos vies, notre propre humanité qui réside précisément dans notre individualité. C'est précisément ce moralisme, instigué par une idéologie du désespoir, qui nous entraîne vers le sacrifice, le nôtre, celui de nos rêves et de nos principes, faisant de nous, révolutionnaires et insurgés, des réformistes, des électeurs, des pétitionnaires, des juristes... de pathétiques mendiants.

Lorsque j'utilise le terme de « responsabilité révolutionnaire », je veux parler précisément de cette volonté de se placer sur la ligne, de parier sa vie, de la mettre en jeu sur la possibilité d'une rupture révolutionnaire que nous souhaitons créer. Cette perspective se tient absolument en opposition avec toute forme de foi apocalyptique incluant l'idéologie de l'effondrement. Cela signifie que notre pratique de la révolte découle de nos propres rêves du monde que nous désirons et de notre propre compréhension du barrage que constitue le monde actuel. Une compréhension que nous aiguïsons par l'analyse et la critique afin de mieux attaquer ce monde. Parce que si nous allons dans ce sens, à partir de nos rêves et nos désirs les plus révolutionnaires, nous irons dans le sens de la croyance en la nécessité de tendre nos mains et d'attraper toutes les armes que nous pourrons faire nôtres et d'aller attaquer ce système basé sur la domination et l'exploitation. Parce que rien ne garantit que ce monstre s'effondrera de lui-même. Parce que même s'il s'effondre de lui-même, en définitive, nous vivrons pendant ce temps dans la médiocrité et la misère. Parce qu'en apprenant seulement à créer activement nos propres vies pour nous-mêmes, en développant des façons de vivre qui soient absolument différentes de celles auxquelles nous avons été confrontés jusqu'à maintenant – quelque chose qui ne peut s'apprendre que par la révolte – nous pourrions garantir que la fin de cette civilisation ne mènera pas à de bien pires horreurs. Parce que cela signifie prendre ses responsabilités pour sa propre vie ici et maintenant, voilà ce que signifie la responsabilité révolutionnaire.

(1) Note de Spigaou : Certaines luttes, prenons simplement l'exemple des luttes Mapuche, ne semblent pas particulièrement portées sur le réformisme, qu'il s'agisse de l'objectif ou de la méthode. De plus, il semble difficile de poser un jugement global et général sur toutes ces luttes sans bien les connaître.

Guerre au Patriarcat



La question de la domination est centrale dans les réflexions anarchistes. Certaines questions spécifiques telles que les violences liées au genre sont ainsi abordées régulièrement. Pour certain.es cette question est accessoire, pour d'autres elle est essentielle (car elle touche de manière globale différents aspects de notre vie).

Les oppressions liées aux genres et à la sexualité sont aujourd'hui encore tellement vives qu'il est impossible d'y réfléchir sans chercher à les nommer ; et je ne vois pas comment lutter autour de cette question, sans analyser les rapports sociaux, les différentes positions et prises de pouvoir qui nous découlent. Beaucoup ont des choses à perdre à faire bouger les lignes (ne serait-ce qu'un certain confort intellectuel). Il est alors très difficile d'en discuter sans susciter des réactions de défense, voire de mauvaise foi, ou d'être sommée de répondre aux caricatures (pourtant également existantes dans tant d'autres situations et luttes : gueguerres de pouvoir, dogmatisme, manipulations, luttes d'égo et j'en passe...) mises en avant pour ridiculiser une lutte qui s'attaque pourtant à des dynamiques et à leurs effets particulièrement récurrents, nuisibles voire parfois dramatiques.

Parfois, des personnes qui élaborent des réflexions fines sur plein de sujets, en arrivent parfois à trouver des réponses faciles (et exécrables) à un sujet difficile, telles que : « T'avais qu'à lui mettre ton poing dans la gueule ! » balayant d'un revers de la main la complexité des situations et des relations, comme les mécanismes assujettissement, de sidération, de honte, paralysie, déni, dépendance ou besoin émotionnel et d'autres encore. Certain.es par facilité, bêtise, d'autres par mesquinerie, ou encore pour réaffirmer sa supériorité (et sa soi-disant force physique ou mentale). Pour moi la force se trouve ailleurs, aussi dans le fait de s'attaquer à des sujets inconfortables, de se mettre en danger, d'aborder des situations malaisantes, remettant en cause son statut et ses certitudes, voire certaines amitiés.

Parler du patriarcat ouvertement, dans un monde et dans un « milieu » où la culture du « dur à cuire » est très présente, c'est risquer de ne pas être pris.e au sérieux, ou encore de se retrouver à rejouer certains rôles comme celui du médiateur ou de l'infirmière. Je préférerais que, dans beaucoup de situations certains confrontent directement leurs potes sur leurs attitudes craignos ; mais c'est quelque chose que l'on ne voit que trop peu, en partie à cause d'une certaine peur du conflit, par peur de perdre sa position mais aussi parce que pour beaucoup cette question reste (tristement) secondaire. C'est pourtant, selon moi, un passage inévitable si l'on cherche sincèrement à être le plus cohérent.e possible entre les idées auxquelles on tient et les pratiques...

La question des violences de genre et des dynamiques sexistes est inhérente à un système basé sur la hiérarchie et la compétition, la subordination d'autrui et la contrainte. Ce qui implique de se battre contre quantité de représentations mais aussi de s'attaquer à un monde dans sa globalité. Il ne suffit pas de vouloir en sortir pour se débarrasser d'un certain nombre de conditionnements. Ces derniers se mettent en place à travers des mécanismes plus souvent sournois qu'évidents et impactent considérablement la qualité de nos échanges. D'où parfois la nécessité de rompre avec ces rapports pour mieux savoir quoi faire ensuite et comment.

Quand on parle d'un individu on oublie souvent qu'il existe "dans toute sa complexité". Ce n'est

pas mon corps, ma sexualité ou mon "identité" (peu importe laquelle) qui fait de moi ce que je suis, mais mon histoire, mes envies, mes choix et les perspectives qui en découlent. Ce qui fait que je ne peux pas être définie par un seul mot ou adjectif. C'est aussi pourquoi je ne veux qu'aucune partie de moi soit niée. Je ne veux pas nier cette réalité parce que c'est aussi la colère qui en ressort qui m'a construite. Je ne veux pas qu'on l'annihile en gommant mon histoire, mes expériences (bonnes ou mauvaises) et mon vécu.

"Nous imposer un genre, ou même une identité, ne peut qu'au mieux nous étouffer et au pire nous détruire. Tenter de nous définir échouera toujours. Aucune catégorie ne peut pleinement nous contenir : n'importe quelle identité nous restreindra forcément. Par conséquent, nous devons nous opposer aux identités. Cependant il serait insensé de nier les conséquences matérielles des mythes de l'identité, ces mythes font après tout partie des fondements des oppressions. Quiconque déclare être une femme, sera traité-e "comme une femme" malgré le fait que les femmes ne partagent rien de plus entre elles que le mythe de la féminité et la violence sociétale qui accompagne ce mythe."

(Contre le genre, contre la société. Breakdown éditions)

Les mots et les symboles sont incapables de représenter la complexité de la vie. Je ne suis pas résumable à une identité. Il est pourtant souvent nécessaire de trouver des manières (pas forcément formelles) afin de pouvoir poser les mots sur un vécu. Pour autant, il reste important pour moi de dire et faire les choses avec mes propres mots et mon propre Moi, et pas avec un vocabulaire qui m'est imposé, par la force ou par la loi, ou tout autre conditionnement social. Je ne veux pas supporter de nouvelles normes. C'est aussi pourquoi souvent la dimension collective, les règles préétablies m'écrasent, parce que j'y flaire trop souvent de vieux relents autoritaires. Aucune liberté ne peut naître à l'ombre des normes et des codes (même sociaux). En systématisant des méthodes, on risque de mettre en place de nouveaux standards, risquant à leur tour d'instaurer un nouveau rapport de pouvoir. Si nous voulons exister tels que nous sommes, nous devons nous rendre insaisissables.



La domination existe dans toutes les sphères de la société ; et la souffrance, l'oppression vécue, même si elles peuvent provoquer une colère partagée ne sont pas en soi synonyme de vertu. En réalité, le fait, pour quelqu'un.e, de vivre et/ou de révéler une oppression (plus ou moins visible) ne devrait en aucun cas, ni pénaliser, ni valoriser, ni créer un statut ou rôle social ad hoc pour cette personne. C'est justement le souhait de cette société d'enfermer chacun.e dans un statut, qui nous dédouanerait de toute responsabilité et gommerait toute singularité. Aussi parce que l'on est que rarement en position de dominant.e, dominé.e à tous les niveaux. Mais cette question mérite d'être abordée avec un minimum de finesse et de considération, en prenant en compte les limites et envies de chacun.es, sans pour autant entrer dans des logiques d'idéalisation d'un « sujet » ou de « faire-ensemble » dénuées de sens. Dans certains cas, l'oppression pousse à l'inhibition, à l'inaction ou à la réaction, parfois elle pousse inévitablement vers la rupture, l'explosion et la révolte. C'est justement ce qui fait le caractère imprévisible de l'Humain, car on ne pourrait partir d'aucun présupposé quant à la "nature" humaine (d'où l'obsolescence du terme) et à sa destination. Notre histoire de vie, et nos souffrances ne nous enferment pas nécessairement, on peut toujours chercher des marges de choix et de décision.

Voltaire de Cleyre oppose à la formule reçue du matérialisme moderne Les hommes sont ce qu'en font les circonstances, cette proposition : Les circonstances sont ce que les hommes en font. Ceci pour mieux sortir d'une réflexion déterministe liée aux circonstances, entretenant un sentiment d'impuissance. Cette dernière met au contraire en avant l'individu, comme un agent activement à l'œuvre, agissant sur son environnement et transformant les circonstances, parfois légèrement, parfois considérablement, parfois - bien que peu fréquemment -

entièrement. La question des “privilèges” part selon moi d'une analyse erronée car elle met trop souvent en avant un statut social au lieu de tout un prisme (d'interdépendance) à prendre en considération. Les mécanismes de pouvoir sont parfois visibles, d'autres fois ils sont moins facilement détectables. Aussi parce que l'on est que rarement en position de dominant.e ou dominé.e à tous les niveaux. Différentes dimensions entrent alors en jeu : nos connaissances, nos fragilités et nos facilités (de dialogue, de répartie, ou de capacité à s'affirmer), nos “victoires” connues ou supposés dans le “milieu”, trop souvent aussi le charisme, nos amitiés, nos connaissances (en termes de “liens” sociaux) et tant d'autres choses, pas forcément compréhensibles dès la première approche.

La vengeance comporte une multitude de choix et de temporalités. Chacun.e est libre de choisir ses modalités. Lorsqu'il est nécessaire de recourir à la force, il est particulièrement important de ne jamais perdre de vue nos aspirations et nos principes. Il ne s'agit pas de se contenter de répondre aux coups mais d'ouvrir tous les possibles. On peut tout aussi décider se venger de celles et ceux qui dictent et reproduisent quotidiennement les limites de ce monde, en s'attaquant directement à leurs institutions et leurs relais.

Ce monde qui nous a déclaré la guerre ne s'effondrera pas avec de simples déclarations d'intention, prises de positions et discours performatifs et bien pensants. Cette lutte ne peut et ne doit pas être réduite à la seule analyse des dynamiques internes au “milieu” “militant”, mettant de côté l'existant, ses structures et ses puissants. Parce qu'il existe un en dehors qui continu à avancer et acérer ses griffes. Ce qui implique de se battre en articulant de questions éthiques et pratiques. De sortir des visions partielles sans pour autant nier les oppressions vécues. Sans hiérarchie entre les luttes, les oppressions, et les moyens d'action, pour qu'enfin les principes et les pratiques ne fassent qu'un. Dans une perspective de liberté pour tous et toutes, en s'attaquant aux ennemi.es de la liberté où qu'ils se trouvent, ainsi qu'aux mécanismes d'essentialisation et de normalisation présents depuis trop longtemps dans nos luttes. Afin de créer une rupture totale avec ce monde, à travers un conflit ouvert sur tous les fronts, avec une infinité de variables et d'angles d'attaque.

Il n'y a rien d'autre à exalter que notre rage et notre détermination.

Ça me fait quoi à ton avis de me rendre compte qu'au sein de nos collectifs, il suffit que quelqu'un répète ce que je viens de dire avec une voix plus virile pour que d'un coup, cela devienne digne d'intérêt ? »

« J'ai des copains que j'aime mais qui se comportent parfois comme des coqs dans une basse-cour. Si je leur présente une copine, ils sont très avenants. Beaucoup moins lorsqu'il s'agit d'un gars... »

« J'ai dû batailler pour faire ma place dans des groupes de mecs. Pourquoi au final. Juste pour être reconnue en tant qu'individue.

Parce que seule, sans mecs, j'existais pas vraiment. Du coup, j'avais réussi à me convaincre que j'étais mieux que les autres filles. Parce que j'avais tout fait pour me faire accepter des mecs. Seule leur « reconnaissance » avait du poids à mes yeux. Je méprisais les autres meufs parce que selon moi, elles restaient cantonnées dans leur rôle de victime. J'ai cru que j'étais comme eux, mais en fait non ; parce que moi quand je ne suis plus avec eux, je redeviens qu'une meuf, et pour des gars qui sont pas, ou moins, mes potes je retrouve le même statut de meuf potentiellement pas autre chose que baisable, oula ça pique un peu là... Alors toi, meuf, qui tiens le discours de « je ne vois pas où est le problème blablablablabla » s'il te plaît, demande-toi, sincèrement, quel est ton intérêt à être plus dominée que tu l'es déjà. Eh oui, certainement qu'il y a des choses qui toi ne te touchent pas, ou que tu as décidé qu'elles ne te toucheraient pas ; juste accepte qu'il y a peut-être des meufs moins armées, moins conciliantes, ou qui ont pris plus cher que toi et/ou qui veulent faire autre chose que défendre des mecs à tout prix. »

Extrait de la brochure VOMI (Lille, 2015)

Autour de la folie

Ce texte a été écrit il y a des années, suite à une situation vécue dans un cercle proche. L'idée ici n'est pas de la raconter, mais de réfléchir à différents mécanismes qui trop souvent se mettent en place face à l'anormalité et de développer les réflexions qui en découlent. J'utilise ici le « nous » pas pour un quelconque sentiment d'appartenance mais pour désigner des mécanismes qui nous touchent tous.tes parfois un peu, d'autres plus. Enfin, je parlerai ici principalement « d'anormalité » et pas de crises sévères qui impliquent une situation sérieuse et qui nécessitent parfois une implication particulière.



Dans le système actuel, la violence des rapports sociaux est souvent masquée. Il est cependant difficile de mettre un masque sur la folie parce qu'elle permet de mettre à jour la vulnérabilité d'une société pulvérisée. Quelqu'un.e qui dégénère face à un monde « valide » que l'on nous impose dérange forcément, un esprit incontrôlable, un phénomène « malsain ». Celles et ceux qui ne supportent plus cette société où l'on nie ton individualité et où tu n'es qu'un rouage de la machine, sont rapidement mis en quarantaine. La « maladie » ou la souffrance psychique, on la soigne ou on la punit, on ne l'accepte donc jamais. Elle est même souvent dénoncée comme perverse, honteuse ou le résultat d'un échec. « Le mot grec norma désigne la règle que l'on suit pour tracer un trait, et qui permet de marcher droit : sont dits “normaux” ceux qui marchent en troupeau organisé ». Aujourd'hui, tout est « propre », on est propre sur soi, on fait la guerre proprement, jusqu'à dans nos relations : on parle correctement, pas d'impolitesse, ni d'écart de conduite possible, on marche tous très très droit... Et finalement, au fil du temps les formes d'exclusion changent (du bannissement au lieu d'enfermement, de l'asile à la camisole chimique) mais le processus lui demeure.

Notre pudeur face à ce qui dérange nous rend parfois silencieux ou complaisant face à un « problème » qu'on va alors individualiser, personnaliser, ce qui nous dédouane et nous évite un certain nombre de réflexions, et de prises de positions délicates ; et qui va avoir pour conséquence de participer à rendre invisible et taboue une situation donnée. Et finalement, ne pas réagir est aussi une prise de position avec des conséquences évidentes. Alors bon on fait quoi? On « tend la main » comme dans la bonne tendance judéo-chrétienne qui sait se faire du bien, on ferme les yeux, on condamne ce qui dérange ou on questionne les mécanismes qui accompagnent cette situation et qui nous touchent jusqu'à dans nos propres espaces dont les rapports de pouvoir et de domination ne sont jamais complètement absents. Certes, on n'est pas toujours prêt à recevoir la souffrance. Encore faut-il savoir le dire. Parce que le silence est plus violent. Il y a des violences bruyantes et des violences discrètes. Celle du silence, de la lâcheté et de l'oubli fait partie des plus rudes parce que sournoise. Sans avoir une position d'angélisme, on ne peut pas prendre tout le monde dans ses bras. On peut cependant aborder la chose en restant le plus vigilant possible face à une situation parfois difficile à cerner et faire en sorte de créer des espaces où les personnes puissent être en confiance et se sentir soutenues.

Il faut laisser les gens à eux-mêmes, les laisser trouver et pratiquer leur propre choix de vie, leur propre projet. Et cette liberté ne doit pas être soumise à condition, accords, compromis, imposés par nos limites, nos peurs, notre paternalisme. Nous ne pouvons pas nous transformer en ceux à qui ils doivent rendre compte, les tuteurs responsables, les bons “thérapeutes”. Nous ne pouvons pas de nouveau lier l'existence des personnes à un jugement (le nôtre) qui ne peut être qu'arbitraire et violent.

Giuseppe Bucalo « Derrière chaque idiot il y a un village. Itinéraire pour se passer de la psychiatrie. »

La peur de l'autre, de la contagion, de ce à quoi ça nous ramène, engendre différents systèmes de défense et mécanismes de protection. Il ne s'agit pas toujours d'une simple « peur de la différence » mais bien souvent d'une projection qui nous pousse à l'évitement, l'indifférence ou encore la fausse reconnaissance et l'hypocrisie. Le fait de voir en miroir chez l'autre des sensations qui ne nous sont pas étrangères, de se découvrir semblable à celui qui est marqué

par l'altérité nous porte parfois vers la projection de peurs inavouables. Ce qui nous renvoie vers une part de nous-mêmes qui nous fait horreur. L'autre devient alors une chose, une identification déviante, et c'est ce que dévoile ce mécanisme de projection qui génère le phénomène d'exclusion. Dans ce cadre, le rapport à l'autre peut être vécu comme une expérience insécurisante. On peut alors voir que le rejet constitue, d'une certaine façon, un refus de nous regarder nous même, de nous voir sans défense et de vivre notre propre folie. Une manière d'exclure l'autre pour nous libérer de sa hantise.

C'est notre tolérance à l'excentricité ou à la différence qui s'amenuise quand notre disposition à la normalisation des comportements elle s'accroît, dans une « société » qui voue un vrai culte à la performance. La culture dominante cherche à conformer, lyncher ou enterrer vivant tous les sujets défiant la norme sociale. Tu t'adaptes ou tu disparais. La norme efface l'intensité, la multiplicité. Le système a horreur de ce qui ne fonctionne pas, il tend donc à neutraliser du mieux qu'il le peut tout ce qui sort du cadre. La domestication est un outil excessivement bien élaboré à travers des lois et des codes soi-disant universels (il faut travailler, s'insérer, aller à l'école, sourire et produire).

Être normal, c'est être utile socialement. C'est être capable de s'adapter au groupe et se conformer aux normes en place, et c'est parfois aussi un enjeu de survie parce que l'environnement social est déterminant pour la construction de soi. Les règles du jeu sont légitimés par l'acceptation silencieuse de la majorité, par l'intégration des rapports de domination. Et c'est pourquoi, il est nécessaire de restituer la dimension sociale et politique de cette problématique pour lui donner une dimension globale. Pas de pérennisation du modèle dominant sans reproduction sociale. Et pendant que les institutions d'assistance et de contrôle organisent la dépossession des corps et des savoirs, nous construisons nos propres dispositifs de pouvoir et d'aliénation.

La normalité est devenue un moyen de contrôle social. Il faut à tout prix savoir dans quelle case ranger l'individu afin de savoir où il se situe dans le système. Si on sort du rang, on est fiché, catégorisé, diagnostiqué, mis dans une case par la police psychiatrique ou sociale pour mieux gérer les flux. Bref, on est aliéné par la maladie. Les diagnostics reposent également sur des interprétations subjectives et dépendent de la vision de ce qui est socialement conforme, conventionnel et correct. Pourtant les frontières entre le normal et le pathologique restent floues. Aliénation sociale et aliénation mentale sont deux revers de la même médaille pour qui n'a pas trouvé sa propre place ou une « utilité sociale » particulière pour ce système.

À l'inverse ce que l'on considère comme la folie se retrouve parfois aussi fétichisé, idéalisé voire considéré comme subversif « par nature », ou comme un exemple à suivre. Cette tendance assez naïve permet d'accepter passivement les définitions de la déviance apportées par l'idéologie dominante¹. Elle permet également de se déresponsabiliser en identifiant la folie comme une imminente libération, ce qui reviendrait à nier certaines réalités. La folie, n'est pas une alternative à la vie telle que l'on nous la présente mais bien une expression de la violence sociale, elle ne peut être définie avec certitude comme une réalité homogène, encore moins romantisée. Toute idéologie qui vise à définir des catégories et à interpréter maladroitement les maux de l'esprit échoue face à la complexité des relations humaines et des émotions. Il est impossible de rendre prévisible toutes les réactions du corps et de l'esprit humain. Son caractère insaisissable et spontané nous plonge vers l'inattendu...

Au fond, chaque domination se base sur l'hypothèse de pouvoir réguler le futur imprévisible. Chaque domination est parvenue à exorciser la peur et l'incertitude future. Le refus de la domination passe donc aussi à travers ce rétablissement conscient et courageux de l'instabilité, de l'inconnu qui nous attend au coin de la rue.

“La nostalgie de Dieu” Canenero, 3 mars 1995 - numéro 17

1 Giovanni Jervis – Le mythe de l'Antipsychiatrie. Ed. Solin

La folie se porte bien ! (Extrait de la revue Marge numéro 6, Avril-Mai 1975)



Il y a peu de temps encore, le silence s'organisait autour de la folie : elle est maintenant devenue prétexte à littérature. Je veux parler de cette attitude qui consiste à parler sur la folie, en la trouvant intéressante, excitante et belle - pour mieux oublier sa parole et ce qu'elle engage. Elle est devenue sujet de thèse, objet d'études littéraires, critère esthétique. Elle présente pour la pensée universitaire et avant-gardiste en mal de nouveauté d'évidentes qualités artistiques. Certains mêmes, qui ne craignent pas de faire l'apologie de la folie, prennent toutes leurs précautions de confort intellectuel pour ne pas y sombrer. Ce qui n'est pour eux que le spectacle de la folie illumine la pauvreté de leurs horizons. On veut bien tout admettre de la folie, sauf sa contagion, sauf qu'elle puisse transformer. Et ce bruit nouveau autour d'elle peut être aussi dangereux que cet ancien silence.

Les plus intelligents savent déjà que pour combattre un ennemi redoutable (la révolte, l'impatience, l'amour, le dégoût...), il faut en faire un objet esthétique. Les autres, plein de bonnes intentions, restent prisonniers de cette "culture", du "regard sur", de la séparation, du spectacle, du musée généralisé, qui tue ou enferme tout ce qu'elle touche.



Ah ! Que la folie est belle ! Elle peut même devenir un rôle social enviable. Lorsque l'on n'a ni "génie", ni richesse, ni puissance, on peut toujours se valoriser en se disant fou. Ceux qui n'ont pas réussi dans la littérature ou la politique peuvent toujours se recycler dans la folie. Cet empressement esthétique autour de la démence a son corollaire immédiat dans une soumission admirative et inavouée aux psychiatres, psychanalystes et autres dangereux farceurs. Comme toute "mode", elle fait vendre ou se vend, par l'intermédiaire de l'introduction du "délire" dans la publicité ou sous forme d'art.

Mais attention, la folie dont on se réclame, ce n'est pas n'importe laquelle - la belle seulement -, celle qui est capable de magnifiques attitudes, d'angoisses bien charnues, de désespoirs bien littéraires. On va même jusqu'à privilégier telle ou telle forme de folie - scientifiquement reconnue (emboîtant ainsi le pas aux spécialistes de la question). Quant aux autres formes - celles qui ne sont capables que de manques, de maladresse, de mutisme -, on préfère les laisser croupir au fond des asiles - dans l'asile généralisé de l'espace quotidien.

Ceux qui se comparent à tel grand supplicé pour obtenir quelque admiration ou déférence ne sont que des littérateurs. Ceux qui trient dans la folie les aliments de leur théorie, ceux qui pratiquent le délire sans jamais risquer de s'y perdre, ne sont que des procureurs. Ceux qui font des livres pour disséquer la détresse des autres ne sont que des marchands.

Le jour où la folie - et ce qu'elle agite - descendra dans la rue, ils n'auront pas le temps d'en abstraire ce qui leur convient.

À ceux qui jouent le rôle de la folie, il faut leur lancer à la figure qu'à la racine de la folie il y a l'angoisse - c'est-à-dire la souffrance -, on ne peut pas vouloir l'angoisse, on ne peut que vouloir en sortir.

Je ne sais pas ce qu'est la folie, sinon justement cette angoisse, ce décrochage, sinon qu'elle n'est pas de "l'autre côté", mais bien de ce côté-ci où nous sommes - à la limite de nos attitudes, de nos désirs -, qu'il n'y a pas de rupture entre ma possible folie - ma proche angoisse et ma révolte active -, il n'y a que cet effacement des repères, ces paysages nouveaux qui montent - là où, justement, se décomposent les valeurs et les formes : où éclate le "regard sur".

Nous avons tout à faire pour que ce qui agite la folie sorte des lieux où on normalise pour se répandre dans la vie. Entre autres, se débarrasser de l'esthétisme qui, au lieu d'enfermer dans

les asiles, enferme dans des musées ou dans des marchandises. Mais si la deuxième mort des fous, c'est de les enfermer dans leurs éventuelles œuvres, un jour, avec tant d'autres, "la peinture de Van Gogh armée de fièvre et de bonne santé, reviendra pour jeter en l'air la poussière d'un monde en cage que son cœur ne pouvait plus supporter".

Sébastien.

La longue marche vers la contention sociale

(Extrait de la revue Sans Remède n°5)

Dans ce texte, nous allons essayer de montrer comment le pouvoir politique s'est doté progressivement d'outils lui permettant de pointer, de repérer certains éléments d'une population à gérer de manière spécifique. Ces éléments sont des individus désignés comme problématiques dans une organisation sociale, c'est-à-dire les plus pauvres, les plus dominés. Les outils de repérage, de contrôle et de prévention qui ont été mis en place, au cours des derniers siècles, par la médecine d'État, sont à l'origine de ce qu'est aujourd'hui l'organisation du médico-social. Le champ médico-social regroupe toutes les institutions visant à organiser la gestion des populations stigmatisées, marginalisées, « en difficulté ». Par l'étude de la constitution du champ médico-social, on voit se dessiner un lien organique entre toutes les administrations de l'assistance d'État. Toutes ces institutions proviennent d'une même logique. Elles émanent de la nécessité qu'un pouvoir politique a d'assurer la santé du corps social qu'il prétend organiser. Elles ont une histoire commune. Chacune de ces administrations donne du sens, fait pendre corps à ce que l'on pourrait nommer la médicalisation des vies. La médicalisation, que l'on peut voir comme la manière dont les corps sont regardés par différentes instances médicales ou sociales formant un réseau de plus en plus dense autour et en nous. La tentative de mettre à jour les liens qui unissent toutes les institutions d'assistance et de contrôle sera plus thématique que chronologique. Ce texte a pour ambition d'apporter des éléments à la compréhension de ce qui a permis et rendu nécessaire à des pouvoirs politiques la diffusion d'une emprise croissante des instances de contrôle, de repérage médical et social des individus qui composent une société. Il faut démontrer que si toutes ces instances ne sont jamais si éloignées les unes des autres, c'est parce qu'elles procèdent d'une même logique. Il va de soi que nous empruntons les analyses d'auteurs qui ont porté un regard sur différents moments historiques constitutifs d'une médecine sociale. Vous les retrouverez en notes.

Le glissement d'une raison à une autre : ce qui rend possible la modernité

Le pouvoir politique pour se maintenir pour être validé, doit se donner les moyens entre autres de perpétuer l'enrichissement de la nation. Historiquement, l'enrichissement des nations dont par le développement d'échanges marchands. Pour ce faire, ces nations ont dû développer une attention particulière au renouvellement et au maintien de la capacité de travail de ses travailleurs, aux forces productives qu'ils constituent. C'est la nécessité de penser en terme d'économie politique qui a servi de terreau au développement de ce qu'est devenu la médecine sociale. C'est à l'origine une science d'État. Pour saisir ce mouvement, ce changement, considérons ce qui semble être un des nouveaux moteurs de cette nouvelle manière d'envisager le gouvernement.

Autour du 16^{ème} siècle, un premier glissement s'opère : l'ancien pouvoir féodal qui s'appliquait principalement aux biens infléchit son emprise en direction des corps, des populations. Le pouvoir féodal était un pouvoir limité par la personne-même du roi, il se limitait, théoriquement, à s'assurer que ce qui revient de droit au souverain, lui soit réservé, versé. Ce pouvoir se basait sur le droit et avait le monopole de la sanction et du châtement. En matière d'ordre et de santé, il n'avait d'autres préoccupations que de *couper ce qui dépasse* à cette époque, on enferme au même endroit les fous, les mendiants et les criminels. En cas d'épidémie, on se contente de contenir militairement, par la quarantaine, les foyers de

contagion. Il n'existe pas encore, à ce moment, de volonté gestionnaire ségrégative. Les moyens manquent. Parce qu'il n'existe pas non plus de cartographie concrète des individus qui composent le corps social, de leurs conditions de vies. D'une certaine manière, ces pouvoirs politiques sont relativement aveugles aux réalités qu'ils gouvernent.

Mais cette manière de gouverner va se déplacer, se modifier petit à petit dans le courant des 17^{ème} et 18^{ème} siècles. Ces transformations s'opèrent principalement sous l'effet du développement des échanges économiques entre les différents pays d'Europe. Le capital et les flux de marchandises augmentent, les travailleurs se déplacent. Émerge alors une science d'État qui se donne pour but non plus de gouverner en s'assurant que ce qui appartient au roi lui revient, mais de gouverner en fonction de ce qui peut augmenter les richesses. Le principe d'organisation d'une société dans le but de produire et augmenter les richesses d'une nation prend le pas sur une organisation sociale centrée sur la personne du souverain dont découle les droits et devoirs de chacun. Un savoir s'élabore dont l'objet et l'État lui-même et les moyens qu'il doit mettre en œuvre pour se maintenir. Sur la base de cette science et dans un contexte économique précapitaliste commence à se développer une attention aux flux monétaires, aux marchandises et aux activités productives des populations. Cette attention a pour but de se donner les moyens d'accroître la masse monétaire mais aussi la population productive. C'est de là que vient la préoccupation sanitaire du pouvoir. Pour répondre à cette préoccupation, à cette nécessité historique et politique, il faut créer de nouveaux outils. Des outils statistiques sont mis en place pour permettre de comptabiliser l'état de morbidité (1) de la population et son potentiel productif. On se met à recenser et à calculer les naissances et la mortalité par lieux géographiques, en fonction des contraintes liées aux milieux de vie, aux conditions de travail... Apparaît ce que nous pourrions nommer un médecin social, en rapport direct avec le développement économique de cette époque. En Allemagne, par exemple, une « police médicale » est créée qui a pour mission d'observer la morbidité de la population sur la base des chiffres donnés par les hôpitaux. Et, en toute logique, l'État va normaliser la pratique médicale. Le médecin sera le premier individu normalisé, avant même que cela ne s'applique aux malades. Petit à petit, un ordre médical hiérarchisé se met en place avec des médecins administrateurs de la santé de la population. La responsabilité des médecins est engagée dans le maintien de la santé d'une population, parce qu'ils sont investis de ce rôle par le pouvoir. C'est leur fonction, ils doivent donc en rendre des comptes au pouvoir qui les a mandatés de cette mission. C'est cet emboîtement des différents niveaux de responsabilité des médecins qui fabrique ce que l'on pourrait nommer une médecine d'État. La médecine d'État est bureaucratique et étatique avant de devenir une pratique clinique.

S'ouvre alors un champ d'action illimité à l'exercice d'un pouvoir médical. En effet, tous les domaines de gestion et d'action sur une société peuvent et vont devenir objets d'étude et d'expérimentation. Et tout cela s'organise dans un but d'amélioration de l'état de santé de la population pour faire augmenter les richesses de l'État.

La vision des gouvernants doit changer d'échelle, ou plutôt doit s'adapter à celle qu'ils ambitionnent de pouvoir construire et gérer. On passe d'un ensemble de petits territoires, de petites féodalités à l'idée d'une nation qui s'unifie. Dans le même temps, il faut créer les moyens de porter un regard sur l'ensemble de la population. On observe alors l'apparition puis l'extension d'outils visant à alimenter un système d'analyse et d'expertise de tous les endroits du monde social.

L'hygiénisme

Le pouvoir s'est doté, par le biais des médecins sociaux, des moyens de diffuser une idéologie et d'intervenir là où jusqu'alors il n'intervenait pas, charge aux différents techniciens et scientifiques de donner la matière pour alimenter la machine, pour emplir ses fonctions. C'est le cadre du *positivisme* qui va servir de matrice à la diffusion d'une nouvelle idéologie médicale, lui donner les moyens de se développer et d'être admise. Le positivisme, c'est l'idée que l'ensemble des connaissances et savoirs en se développant concourent inéluctablement vers un

mieux-être et amènent obligatoirement un progrès social. C'est ce cadre qui donne les moyens à la médecine moderne de se développer et de s'imposer.

A la fin du 18ème, et au début du 19ème, on peut repérer un nouveau tournant dans les manières de gérer une population, toujours dans cette visée de maintien et de reproduction de sa force de travail. Se dessine cette drôle de science qu'est l'hygiénisme.

Jusqu'alors, dans les cas d'épidémies, on avait le recours à la quarantaine, un vieux modèle de gestion hérité du Moyen-Âge, une sorte de plan d'urgence par la prise de différentes mesures pour éviter la propagation. En état de quarantaine, personne ne devait sortir de chez lui, la ville était compartimentée, chaque secteur était surveillé par un fonctionnaire. Ledit fonctionnaire était chargé de rapporter ses observations quotidiennement à la mairie de sorte que les informations soient centralisées. Les surveillants inspectaient chaque maison chaque jour pour recenser les personnes encore vivantes et les mortes. Le scénario d'urgence était rodé, chacun.e savait ce qu'il fallait faire : les habitants devaient se montrer à leur fenêtre au passage de l'inspecteur. Une personne qui ne se montrait pas était considérée comme malade ou morte, ce qui était équivalent.

On observe chacun pour le mettre du bon côté ou du mauvais, c'est selon. C'est une gestion militaire qui prend le pas dans une forme de contention sociale. La médecine urbaine moderne n'est jamais qu'une « amélioration », que l'aboutissement de la politique de quarantaine du Moyen-Âge. Il reste encore des étapes à franchir pour reconnaître notre modèle, nos institutions de gestion, et les acteurs du médico-social. Car contenir la maladie n'est pas encore avoir les moyens d'influer sur elle ou de prévenir son apparition. Pour ce faire, il faut développer des moyens techniques, encore et toujours.

Ces nouveaux moyens techniques, ces outils nécessaires à la compréhension de l'émergence d'une épidémie, ce sont les médecins qui vont les proposer après avoir étudié et analysé les milieux dans lesquels se développent les maladies physiques ou mentales. En s'appuyant sur ces éléments, sur la base de l'étude des terrains et conditions propices à l'émergence des maladies, ils proposent un nouveau *modus operandi* : agir directement sur le milieu social. C'est la racine de l'hygiénisme.

Les médecins s'entourent dans leurs études de techniciens et d'experts dont le domaine n'est pas le leur jusqu'ici. Ils ont besoin d'étudier la chimie notamment, pour comprendre la composition de l'eau et de l'air afin de définir les milieux malsains, dans le but de les supprimer. Il faut donc se rendre sur le terrain, d'abord pour cartographier les conditions de vie des personnes qui composent le monde social puis inventer des moyens d'action sur lesdites conditions. Enfin, il faut se donner les moyens de propager les nouvelles conceptions de la bonne santé. Ce qui induit notamment le fait d'aller à l'encontre des pratiques populaires, de détacher les populations de leur attachement aux techniques traditionnelles de médication qui sont les leurs. C'est dans cette optique que sont créés certains journaux dont deux qui seront très largement diffusés fin du 18ème, début 19ème, *La gazette de santé* et *Les annales de médecine et d'hygiène sociale*. En 1777, on pouvait lire dans *La gazette* : « *La médecine mise entre les mains de tout le monde (serait comme) une épée mise entre les mains d'un fou* ». L'idéologie est en marche, la santé appartient aux médecins, il va falloir s'y faire, c'est parti pour durer.

À cette époque, la grande entreprise de la médecine est d'arriver à distinguer les différentes phases d'une maladie, à isoler ses différents symptômes, à apprendre à les reconnaître. Le raisonnement anticipateur se systématise et l'idée de prévention commence germer dans la tête des médecins du corps social.

Dans cette idée naissante de prévention on entrevoit ce qui va devenir l'assistance d'État. Cette assistance peut être vue avant tout comme préventive.

Mais avec la politique assistantielle se met en place aussi une politique assurancielle. Les tailleurs de pierre londoniens par exemple, fin 18ème, ont obtenu une assurance maladie et la reconnaissance des accidents liés à leur travail. La reconnaissance de l'impact du milieu professionnel et des risques qui lui sont liés apparaît concernant les affections touchant les travailleurs. Cependant, l'accord stipule que si un tailleur de pierre mène une mauvaise vie qui

l'handicape dans son travail, l'assurance ne fonctionne pas. Les travailleurs ont donc à s'observer, à mettre en place une forme d'autocontrôle pour que l'assurance fonctionne. « *L'ouvrier devient comptable de son corps, surveillé par le maître, pour mieux garantir le travail. (2)* » De l'idée de contrôler le corps de la cité, d'en assurer la santé, découle une responsabilité de chacun.e dans l'entretien de son propre corps, selon les normes de l'idéologie médicale en vogue à ce moment-là. Et il s'agit bien évidemment d'assurer les moyens de la production bien plus que d'assurer le travailleur lui-même ou sa santé. Voilà le rôle que la médecine sociale remplit. Voilà la mission dont elle cherche à être investie.

La médecine sociale

Ce n'est pas un hasard si toutes ces réorganisations de la science médicale vers la constitution d'une médecine sociale se produisent entre le 18ème et 19ème siècles. Les zones urbaines voient leur population doubler ou tripler. Au cours du 18ème, la révérence à l'égard du médecin a progressé, le corps médical a acquis du crédit et un rôle social plus important. La profession a vu ses effectifs augmenter de manière conséquente. Dans Paris au début du 18ème, on dénombre moins de 100 médecins quand on en compte 172 en 1789. L'effectif des chirurgiens passe de 235 en 1715 à 466 en 1789. Bon nombre de médecins, grâce à la notabilité due à leur fonction, accèdent à une reconnaissance publique, ont un rôle politique de représentation, deviennent académiciens des sciences ou responsables d'une chaire d'hygiène, etc...

Avec cette explosion des zones urbaines, la médecine sociale balbutiante va trouver le terrain parfait pour appliquer ses nouveaux concepts et faire ses armes au contact de la population. Il est vrai que la réalité de la vie en ville à cette époque, l'entassement des travailleurs pauvres dans des conditions misérables donne aux médecins de quoi s'exercer et être justifié pour cent ans.

En 1832, à Paris notamment, une épidémie de choléra se déclare. Les populations pauvres des villes sont identifiées comme un danger. Pasteur a décrit les conditions nécessaires à la prolifération des microbes. Il convient de répertorier tous les logements de Paris. Voilà la raison de la création d'un « casier sanitaire des maisons de Paris ». Ce casier répertorie tous les habitats selon des critères de salubrité, en fonction de l'alimentation en eau, du système d'évacuation des vidanges, ces données compilées et croisées avec la description des conditions de vie des habitants permet d'identifier clairement les causes de l'apparition des maladies. Donc potentiellement, d'exercer un contrôle sur leur émergence et leur propagation. On voit ici, avec l'apparition de la statistique locale et démographique comme outil, naître l'ancêtre de l'INSEE. Garantir la non-éradication des travailleurs comme forces productives par les conditions qui leur sont faites et protéger les riches d'une contamination devient un enjeu majeur. Il faut donc continuer la grande entreprise des hygiénistes, diffuser encore et toujours les pratiques d'hygiène dans les foyers, dans les familles, enseigner aux gens comment se prémunir des maladies, comment se « soigner de leur misère ».

Au sein même des villes, des lignes de démarcation sont établies, on assigne des quartiers distincts aux populations pauvres et aux populations riches. En Angleterre, c'est par la « *loi des pauvres* » que s'instaurera une assistance médicale pour les populations nécessiteuses, et ce faisant, permettra d'assurer la matérialisation d'un cordon sanitaire entre les populations pauvres et les riches qui ont les moyens de refuser d'être contaminés. Avec la politique d'assistance s'instaure et se matérialise un contrôle des populations pauvres. Tout au long du 19ème, les fonctions et les champs d'application de cette politique d'assistance, donc de contrôle, vont en s'élargissant. En Angleterre toujours avec « *loi des pauvres* » par exemple, est mis en place un système d'obligation à la vaccination, avec contrôle, un registre des épidémies est créé avec obligation de déclarer les porteurs de maladie dangereuses, les lieux insalubres sont identifiés et détruits au besoin. La médecine sociale, qui prend pour objet d'étude et d'expérimentation non pas les corps, mais les milieux dans lesquels les corps évoluent est une science appliquée aux éléments desdits milieux, les médecins étudient l'air, l'eau, les habitats, et les principes de fermentation... C'est cette médecine qui ouvre la voie à l'organisation de

l'espace public. Son champ d'étude et d'action intéresse et sera repris par les techniciens d'autres corps de métier. En 1901, un architecte déclare : « *Actuellement, l'hygiène est Dieu, le médecin son prophète et l'architecte obéit à leurs prescriptions ; on lui demande de la place, de l'air et de l'eau à tous les étages.* (3) » Dans le cadre de leurs études, les apprentis architectes suivent des cours d'hygiène sous les trois intitulés suivants : *anatomie et physiologie ; étude de l'influence du milieu sur l'homme ; conditions d'hygiène auxquelles l'architecte doit penser pour les hommes et animaux dans l'aménagement de l'habitation.* Paris abritera quelques exemples de bâtiments hygiéniques. C'est d'ailleurs, et sans surprise, l'entreprise philanthropique des frères Rothschild qui finance en 1905 la création des HBM, les habitats bon marché. Là encore, la préoccupation rencontre la préoccupation sociale, et les riches croulant sous les millions peuvent s'offrir le titre de philanthropes tout en s'assurant une main d'œuvre en « bonne santé ». C'est dans ce même mouvement que le baron Haussmann, préfet de Paris fait construire les premiers asiles d'aliénés que sont Auxerre et Saint Anne, refait un plan de la capitale et réorganise ses équipements en alimentation d'eau et égouts...

On voit bien se dessiner clairement la répartition des rôles entre les différents acteurs du politique. Il n'y a pas que le médecin ou le policier qui ont la charge d'organiser et de gérer la santé de la population, mais bien un ensemble de corps de métier.

En France, en 1930, la tuberculose est une préoccupation sanitaire importante. Constat est fait qu'elle est une conséquence de la situation économique des personnes qui la déclarent. La tuberculose est née en pleine révolution industrielle. Elle s'est développée autour de 1850 et a fait des ravages jusqu'en 1900. L'OPHS (Office Public d'Hygiène Sociale) naît en 1926-27, créé par la fondation Rockefeller. Les dispensaires de l'OPHS sont créés pour être exclusivement dédiés à la lutte contre la tuberculose. Ces dispensaires sont l'un des exemples les plus parlant de l'avènement de la médecine sociale. Chaque dispensaire était conçu autour d'un secteur tenu par un médecin et des « infirmières visiteuses ». A Paris, on comptait 30 de ces dispensaires. Chaque habitant était affilié à un OPHS et donc n'avait pas le droit d'aller dans un autre centre que celui dont il dépendait. C'est sur le même modèle que fonctionne le secteur psychiatrique actuel. Dans la lutte contre la tuberculose, les dispensaires ont été les yeux des médecins de cabinet, car ce dispositif était le seul qui permette, par son ouverture sur la ville, de localiser les foyers de calqué notre système d'hygiène mentale de secteur. Dans l'ancien modèle de l'asile, le médecin directeur exerçait son pouvoir et sa supériorité morale sur quelques centaines d'aliénés mais ne mettait en œuvre concrètement aucune technique de soin pour traiter les maux qui les avaient conduits là. Les enfermés étaient censés retrouver la raison par la soumission à un ordre disciplinaire calqué sur l'idée d'un ordre social parfait. Le médecin directeur proposait l'imposition de ce modèle d'ordre moral et social parfait pour tout traitement, et avait à sa disposition, pour mater les récalcitrants à ce grand projet, des moyens de contraintes violents. Les premiers psychotropes n'arriveront pas avant une trentaine d'années encore, c'est vraiment le bordel dans les asiles. Mais les aliénistes, qui sont doucement en train de se métamorphoser en psychiatres, vont puiser dans la pratique médico-sociale créée par les médecins des OPHS leurs techniques et leurs outils modernes. Les psychiatres s'installeront dans les murs des OPHS. Les premières assistantes sociales seront issues ou une part des infirmières visiteuses. L'ouverture sur la ville, le contrôle de tout un chacun pour empêcher la mort systématique des travailleurs atteints de tuberculose a présidé à l'élaboration d'un maillage social précis et efficace. Il servira d'assise à l'emprise du médico-social à venir. La tuberculose endiguée, les compétences de repérage et de contrôle générées par la lutte contre sa propagation ne sont pas perdues pour tout le monde. Ces compétences, non-négligeables en termes de gestion des populations à risque, d'emprise dans la ville, et de prévention, iront s'élargissant au fur et à mesure, et nourriront les pratiques des acteurs de la protection de l'enfance puis de l'hygiène mentale.

La médecine s'applique enfin au corps des pauvres comme pour fini son emprise.

Ces différents moments décrits plus haut tissent le maillage de ce qu'est aujourd'hui l'assistance d'État. Les administrations telles que la CAF, Pôle Emploi, les secteurs psychiatriques, la médecine du travail, les IME (instituts médico-éducatifs), ou la Sécurité Sociale et bien d'autres encore, sont les héritières de cette médecine sociale. Il n'est pas inutile de rappeler cela au moment où ceux qui nous donnent les miettes qui nous permettent de survivre se laissent aller à nous donner effectivement des moyens de survie supplémentaires, elles existent en premier lieu pour assurer une main d'œuvre, et promettre que l'on nous trouvera bien là où le pouvoir l'entend, quand il l'entend.

K.

pour tirer le fil

Les hygiénistes. Enjeux, modèles et pratiques, sous la direction de P Bourdelais, Belin, 2001.
Gérard Bleanou, Guy Gaufey, *Naissance des asiles d'aliénés (Auxerre-Paris)*, in *Annales. Économies, Sociétés, Civilisations*, 30e année, n°17, 1975. pp. 93-121.
A. Corbin *Le miasme et la jonquille*, Champs Flammarion, 1982
Histoire de la psychiatrie ou le secteur impossible; *Recherches n°17* (numéro double), mars 1975.
M. Foucault, *Naissance de la médecine sociale* (1974), in *Dits et écrits*, tome 2, quarto Gallimard, 2001, p.207.

(1) Morbidité : nombre (absolu ou relatif) des malades dans un groupe donné et pendant un temps déterminé. Définition extraite du Robert 2006.

(2) G. Vigarello, l'hygiène des lumières, in *Les hygiénistes*, Belin, 2001, p.33

(3) P. Mory, Architecture et hygiénisme à Paris au début du XXème siècle. L'architecte entre savoir médical et pouvoir politique, in *Les hygiénistes*, op. cit., p.145



Les uns voudront une grande concentration de forces, les autres une immense dissémination des forces ; les uns proposeront la formation d'un corps colossal capable d'attaquer et de faire face à l'État, les autres défendront la création d'un nombre illimité de petits corps ou groupes au milieu desquels, comme dans une toile, le monstre finira fatalement par être pris. En d'autres termes, tout le terrain se trouvera divisé entre les révolutionnaires aux pratiques autoritaires, et les anarchistes, qui au problème de l'action répondront : Anarchisme. »

Carlo Cafiero, 1881

Contact : journallespigaou@riseup.net